

# Starter. « Sans la ZFU, la tour des Nations serait en ruine »

• Pascal Cavalli, le président de l'association des entrepreneurs de la Zone franche du Grand Nancy, estime que le dispositif ZFU est un outil de développement économique.

**V**ous êtes adhérent de Starter depuis 2008 et installé au poste de président depuis septembre 2011. Quelles sont vos ambitions pour cette association qui défend les intérêts des entrepreneurs installés dans la ZFU du Grand Nancy ?

Plus que de développer le nombre de nos adhérents, nous voulons apporter un support et un soutien aux TPE de la ZFU. En favorisant l'arrivée des entreprises en ZFU mais aussi leur développement, notamment avec des conseils spécifiques liés à toutes les problématiques de la ZFU. Au niveau fiscal et social, on est évidemment dans le droit français, mais aussi dans un droit spécifique. On s'aperçoit qu'un certain nombre des conseillers des entreprises, que ce soient les avocats, les experts comptables ou les commissaires aux comptes, ne connaissent pas toutes les particularités de la ZFU. Nous voulons continuer à gérer cette dynamique qui a un impact social sur ces quartiers. Car la ZFU sert aussi à redonner de la vie là où il n'y avait plus d'entreprises. Cela sert à redonner des emplois aux habitants. Les 1.250 établissements que représente Starter, ont une typologie très particulière : il y a une très grande majorité de TPE. Et les grandes organisations patronales ne peuvent pas les aider, car leur spécificité est double : leur implantation et leur taille.

**Comment avez-vous perçu les**



Pascal Cavalli, président de Starter : « Les entreprises de ZFU qui veulent recruter en ZUS doivent pouvoir le faire ».

## débats autour de la prorogation du dispositif ZFU ?

Il y a déjà eu trois tranches de ZFU. Une première en 1997, puis en 2004, puis en 2006. En 2011, le dispositif va être prorogé pour 3 ans. Ça a été voté par l'Assemblée nationale, et je pense que le Sénat ne touchera pas au dispositif, car ce n'est pas un sujet à forte connotation politique. Il y a des ZFU sur des municipalités de droite et de gauche. La modification apportée est que le taux d'emploi des embauches en ZUS est porté à 50 %, alors qu'il était à 30 % auparavant.

## Selon vous, ce n'est pas une question politique ?

Il y a des élus de droite et de gauche qui soutiennent la ZFU et des élus de droite et de gauche

qui sont contre. C'est en ce sens que je dis que ce n'est pas un sujet politique. Ici, dans le Grand Nancy, Starter travaille avec tout le monde. C'est une question qui dépasse les clivages politiques. Le dispositif ZFU est un vrai outil de développement économique. Bien sûr, comme dans toutes les lois, il y a des failles, et il y a des gens qui en profitent. Les effets d'aubaine existent, il ne s'agit pas de le nier. Mais si la ZFU n'existait pas, la tour des Nations serait en ruine.

## Le dispositif devait-il être recalibré ?

C'est un dispositif qui coûte cher. Et c'est un dispositif qui n'a pas eu tous les effets escomptés. En tant que citoyen, il me semble normal de vérifier

ce que le dispositif rapporte par rapport à ce qu'il coûte avant de le prolonger. Il est avantageux, mais il y a aussi des contraintes, qui ne sont pas faciles à respecter. Il n'y a pas eu une ruée des entreprises vers les ZFU. Si on prend le cas particulier des Nations à Vandœuvre, 14 ans après le lancement du dispositif, il y a encore des bureaux disponibles. Recruter en ZFU, ce n'est pas évident. C'est pour cela que nous avons lancé, en partenariat avec la Maison de l'Emploi et le CNAM, l'action GTEC, pour Gestion territoriale des emplois et des compétences. Il faudra obtenir des réponses pour que les entreprises de ZFU qui veulent recruter en ZUS, puissent le faire.

## Pourquoi est-ce difficile de recruter ?

Ce n'est pas très étonnant, car le dispositif limite notre recherche sur une partie de l'agglomération, les ZUS. Donc dans ses recherches, l'entrepreneur de ZFU exclut les 4/5 des candidats. De plus, on est sur une population qui a un taux de chômage élevé et des niveaux de qualification moins élevés. Nous voulons faire entendre la voix des entreprises sur ces questions. Le rapprochement avec les partenaires de l'emploi et de l'insertion s'accroît. Starter doit être porteur d'un message très concret. Nous voulons arriver à recruter plus facilement en ZUS en 2012. Les études menées dans le cadre du GTEC doivent aboutir à une réponse.